



CHAPITRE 133

Loi concernant la succession de J.-Alphonse Drolet et La Compagnie J.-A. Drolet Ltée

[Sanctionnée le 22 mai 1963]

Préambule.

ATTENDU que dame Jeannette Dumont, veuve de J.-Alphonse Drolet, Émile H. Drolet, Lucien Drolet et le Trust Général du Canada, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires aux termes du testament de feu J.-Alphonse Drolet, industriel de la cité de Sillery, ont, par leur pétition, représenté:

Que J.-Alphonse Drolet est décédé à Québec le 13 septembre 1953, laissant un testament fait sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre, en date du 21 décembre 1951, dûment vérifié par la Cour supérieure du district de Québec le 25 septembre 1953 et enregistré à Québec le 22 avril 1954 sous le numéro 386870;

Que J.-Alphonse Drolet avait contracté un premier mariage avec dame Antoinette Lemelin et un second mariage avec dame Jeannette Dumont qui lui survit, et a eu de ses deux mariages, six enfants dont l'un seulement a actuellement atteint sa majorité et que dame Jeannette Dumont est tutrice aux enfants mineurs et curatrice à dame Rita Drolet, épouse mineure de Roland Beaulieu;

Que dame Jeannette Dumont en ses qualités de tutrice et de curatrice a été dûment autorisée suivant la loi à se porter pétitionnaire pour les fins des présentes;

Que par son testament, feu J.-Alphonse Drolet a en substance, créé une rente ou pension viagère annuelle en faveur de son

CHAPTER 133

An Act respecting the estate of J. Alphonse Drolet and J. A. Drolet Ltée

[Assented to 22nd May 1963]

WHEREAS Dame Jeannette Dumont, widow of J. Alphonse Drolet, Émile H. Drolet, Lucien Drolet and General Trust of Canada, in their capacity as testamentary executors under the will of the late J. Alphonse Drolet, of the city of Sillery, industrialist, have by their petition represented:

That J. Alphonse Drolet died at Quebec on September 13th 1953 leaving a will made in the form derived from the laws of England, dated December 21st 1951, duly probated by the Superior Court of the district of Quebec on September 25th 1953 and registered at Quebec on April 22nd 1954 under No. 386870;

That J. Alphonse Drolet had been married first to Dame Antoinette Lemelin and then to Dame Jeannette Dumont who survives him, and six children were born of the two marriages, only one of whom has now reached the age of majority, and Dame Jeannette Dumont is tutrix to the minor children as well as curator to Dame Rita Drolet, the minor wife of Roland Beaulieu;

That Dame Jeannette Dumont, in her capacities of tutrix and curator, has been duly authorized according to law to execute the petitions for the purposes hereof;

That by his will, the late J. Alphonse Drolet, in substance, bequeathed to his surviving wife a rent or life annuity,

épouse survivante, léguant le surplus des revenus de sa succession à ses enfants par parts égales, les instituant en même temps ses légataires universels résiduaux, et retardant le partage jusqu'après le décès de son épouse;

Que par son testament, J.-Alphonse Drolet a nommé les pétitionnaires ci-dessus décrits ses exécuteurs testamentaires, leur attribuant la saisine de tous ses biens tant meubles qu'immeubles, prolongeant leurs pouvoirs au-delà de l'an et jour prévus par la loi jusqu'au partage définitif de ses biens et leur donnant le pouvoir de vendre ou autrement aliéner ses biens meubles ou immeubles sans formalité de justice et sans la participation de ses légataires;

Que J.-Alphonse Drolet, par son testament, a ordonné à ses exécuteurs testamentaires de confier l'administration de tout commerce dont il pourrait être le seul propriétaire à son décès, à son frère Lucien Drolet, spécifiant que ce dernier aurait droit, en considération de ses services, de "retenir un tiers des profits", le solde des "profits nets" devant être versé à sa succession pour être ajouté aux autres revenus et assujéti aux autres conditions de son testament;

Qu'au jour de son décès, J.-Alphonse Drolet était le seul propriétaire d'un commerce de service de toiles qui formait la plus grande partie de l'actif de sa succession;

Que ce commerce était, au décès du testateur, exploité sous la forme corporative, sous le nom de J. A. Drolet Ltée et que le testateur était propriétaire de toutes les actions du capital-actions de cette compagnie;

Qu'à cause des faits ci-dessus mentionnés, les quatre exécuteurs testamentaires de feu J.-Alphonse Drolet, présents pétitionnaires, sont en même temps les seuls directeurs de la compagnie J. A. Drolet Ltée et que le pétitionnaire Lucien Drolet est président et gérant général de cette compagnie suivant le désir exprimé par le testateur;

Que le commerce étant exploité par une compagnie, des conflits d'intérêts pourraient se soulever dans l'avenir entre la compagnie et la succession s'il n'était pas remédié à la situation par une loi spéciale

leaving the remaining income of his estate to his children in equal shares, at the same time constituting them his universal residuary legatees and postponing partition until after the death of his wife;

That by his will, J. Alphonse Drolet appointed the above described petitioners his testamentary executors with seizin of all his property, moveable and immoveable, extending their powers beyond the year and day provided by law and until the final partition of his property, and empowering them to sell or otherwise alienate his moveable and immoveable property without any judicial formality and without the participation of his legatees;

That by his will, J. Alphonse Drolet ordered his testamentary executors to entrust the administration of any business of which he might be the sole owner at the time of his death to his brother Lucien Drolet and provided that the latter, in consideration of his services, would be entitled to "retain one-third of the profits", the balance of the "net profits" to be paid to the estate and added to the other income thereof and to be governed by the other provisions of his will;

That at the time of his death, J. Alphonse Drolet was the sole owner of a linen supply business which constituted the greater part of the assets of his estate:

That at the time of the death of the testator, the said business was operated by a company called J. A. Drolet Ltée, the capital-stock of which was wholly owned by the testator;

That in consequence of these facts, the four executors of the late J. Alphonse Drolet, the present petitioners, are also the only directors of J. A. Drolet Ltée, and the petitioner Lucien Drolet is the president and general manager of the said company in accordance with the expressed wish of the testator;

That the business being operated by a company, conflicts of interest might arise in the future between the company and the estate if the situation were not remedied by a special act, and such con-

et que ces conflits pourraient être de nature à jeter certains doutes sur la compatibilité des fonctions d'exécuteurs testamentaires d'une part et de celles de directeurs et officiers de la compagnie d'autre part;

Qu'il y a doute sérieux quant à la possibilité pour la succession de faire disparaître ces dangers de conflits en se portant acquéreur du commerce de la compagnie et en provoquant la liquidation de cette dernière;

Que pour les raisons ci-dessus mentionnées et pour assurer la pleine et entière exécution des volontés du testateur, il est nécessaire de clarifier le testament;

Que tous les intéressés sont d'accord sur la nécessité d'une telle clarification;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues en leur pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les exécuteurs testamentaires de J.-Alphonse Drolet ont le pouvoir, sans aucune procédure judiciaire et sans la participation des légataires,

a) de remplir en leur qualité et pour le compte de la succession, les fonctions de directeurs et officiers de la compagnie J. A. Drolet Ltée;

b) à leur discrétion et si à l'unanimité, ils le jugent avantageux pour la succession, d'acquérir pour le compte de cette dernière l'actif de la compagnie J. A. Drolet Ltée et d'assumer son passif pour le prix et aux conditions fixés par les exécuteurs testamentaires et par cette compagnie J. A. Drolet Ltée, nonobstant tout doute pouvant exister au sujet de ce pouvoir vu les termes de l'article 12 du testament, et dans ce cas, de provoquer la dissolution de la compagnie, sa liquidation et l'abandon de sa charte, s'ils le jugent à propos, ou d'adopter une ou plusieurs de ces mesures.

2. La charge d'exécuteur testamentaire de la succession de J.-Alphonse Drolet n'est pas réputée incompatible avec celle d'officier et de directeur de la compa-

gnies might be such as to raise doubts as to the compatibility between the functions of testamentary executors on the one hand and of directors and officers of the company on the other;

That it is very doubtful if the estate could remove the danger of such conflicts by purchasing the business from the company and having the latter wound-up;

That for the aforesaid reasons and in order to ensure the full and complete execution of the testator's wishes, it is necessary to clarify the will;

That all interested parties are in agreement as to the necessity for such clarification;

Whereas the petitioners have prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The testamentary executors of J. Alphonse Drolet have the power, without any judicial proceedings and without the participation of the legatees,

a. to fulfil in their capacity and for the account of the estate, the functions of directors and officers of J. A. Drolet Ltée;

b. in their discretion and if they all deem it advantageous for the estate, to acquire on its behalf the assets of J. A. Drolet Ltée and assume its liabilities, for a price and on conditions determined by the testamentary executors and by the said J. A. Drolet Ltée, notwithstanding any doubt that may exist respecting such power under the terms of clause 12 of the will, and in such case to procure the winding-up of the company, its liquidation and the surrender of its charter if they deem it advisable, or to adopt any of such measures.

2. The office of testamentary executor of the estate of J. Alphonse Drolet is not deemed incompatible with that of officer and director of J. A. Drolet Ltée and of

Pouvoirs
des exé-
cuteurs
testamen-
taires.

Powers of
executors.

Charge
non in-
compa-
tible.

Offices
not in-
compa-
tible.

gnie J. A. Drolet Ltée et d'administrateur du commerce de cette compagnie.

manager of the business of the said company.

Distribu-
tion re-
tardée.

3. Nonobstant la clause 9 du testament de feu J.-Alphonse Drolet, la compagnie J.-A. Drolet Ltée, par ses directeurs, est autorisée à retarder la distribution de ses profits à la succession, en tout ou en partie afin d'assurer la bonne administration et la marche progressive de la compagnie, dans le meilleur intérêt de la succession.

3. Notwithstanding clause 9 of the will of the late J. Alphonse Drolet, J. A. Drolet Ltée, by its directors, is authorized to delay the distribution of its profits to the estate, in whole or in part, in order to assure the good management and the progress of the company, in the best interests of the estate.

Distribu-
tion may
be delay-
ed.

Réserve,
etc., rati-
fiée.

4. Toute réserve ou accumulation de profits non distribués, apparaissant au bilan de la compagnie J. A. Drolet Ltée en date du 31 octobre 1962, est ratifiée et confirmée de même que toute dépréciation prise jusqu'à cette date inclusive-ment.

4. All reserves or accumulations of undistributed profits shown on the balance sheet of J. A. Drolet Ltée as at October 31st 1962, and all depreciation taken up to and including that date, are ratified and confirmed.

Reserves,
etc., rati-
fied.

Rémuné-
ration.

5. Pour déterminer la rémunération de Lucien Drolet comme administrateur du commerce du testateur exploité par la compagnie J. A. Drolet Ltée, les mots "profits" ou "profits nets" de la clause 9 de ce testament signifient les profits calculés avant déduction pour fins d'impôt sur le revenu de la compagnie et aussi avant déduction de toute dépréciation autre qu'une dépréciation calculée sur la base utilisée jusqu'au 31 octobre 1961.

5. In determining the remuneration of Lucien Drolet as administrator of the business of the testator carried on by J. A. Drolet Ltée, the words "profits" or "profits nets" in clause 9 of the said will mean the profits calculated before any deduction for the purpose of the company's income tax and also before the deduction of any depreciation other than a depreciation calculated on the basis used until October 31st 1961.

Remune-
ration.

Profits,
etc.

Pour déterminer les profits ou revenus versés à l'avenir de temps à autre à la succession de J.-Alphonse Drolet, ces mots signifient les profits calculés après toutes les dépréciations permises par la loi et toutes les déductions pour fins d'impôt.

In determining the profits or revenues hereafter paid from time to time to the estate of J. Alphonse Drolet, the said words mean the profits calculated after all depreciations permitted by law and all deductions for tax purposes.

Profits,
etc.

Paie-
ments,
etc., con-
firmés.

6. Tous les paiements et prélèvements faits dans le passé à même les profits de la compagnie J. A. Drolet Ltée pour rémunérer Lucien Drolet comme administrateur du commerce légué par le testateur, sont par les présentes confirmés et ratifiés.

6. All payments and withdrawals made in the past out of the profits of J. A. Drolet Ltée for the remuneration of the petitioner Lucien Drolet as manager of the business bequeathed by the testator are hereby confirmed and ratified.

Pay-
ments,
etc., con-
firmed.

Frais, etc.

7. Les frais et honoraires encourus pour l'adoption de la présente loi seront supportés par la compagnie J. A. Drolet Ltée comme dépenses d'opérations.

7. The costs and fees incurred for the passing of this act shall be borne by J. A. Drolet Ltée as operating expenses.

Costs, etc.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.